

La voix de l'Opposition de gauche

Panique à bord. Il y a "le feu" dans la demeure : qu'elle brûle !

28.01.2013

A partir des années 70, les capitalistes ont transféré des masses énormes de capitaux qu'ils avaient accumulés provenant des profits dégagés par l'économie réelle ou productive ou qui ont été mis à leur disposition par les banques centrales (Fed principalement) vers des pays asiatiques (les quatre dragons) pour rétablir leur taux de profit et développer de nouveaux marchés.

Ils ont procédé à l'industrialisation à marche forcée de ces pays, ce qui s'est traduite par la fermeture de milliers d'entreprises aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Puis, ils ont enchaîné avec ce qu'ils ont appelé les cinq tigres, tout en accélérant la délocalisation de pans entiers de l'industrie, processus qui allait atteindre des sommets avec la réintroduction (officielle) du capitalisme en Chine, les investissements étrangers dans ce pays se montant à plus de 100 milliards de dollars par an depuis des années.

Pendant ce temps, d'autres pays dans d'autres régions du monde devenaient plus attractives pour les capitalistes en terme de rentabilité, les pays de l'ex-Europe de l'Est après l'implosion de l'URSS, le Mexique et des pays d'Amérique latine comme le Brésil, plus d'autres pays en Afrique, Tunisie, Maroc, Afrique du Sud, en Asie, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh et le Pakistan...

Ces investissements concernent dorénavant absolument tous les secteurs de l'économie, y compris les services (centres d'appels téléphoniques, maintenance des avions, etc.). De plus, il n'est pas rare que la signature de contrats commerciaux s'accompagne d'un transfert de technologies (de pointe), ce qui permet par la suite à ces pays de s'appropriier ces technologies pour produire les mêmes marchandises à moindre coût (TGV, centrale nucléaire, avion, etc.) et concurrencer les pays qui leur ont fournies, soit pour leurs propres besoins ou les exporter à leur tour (nucléaire Sud coréen en Arabie Saoudite).

Du coup, l'économie productive aux Etats-Unis et en Europe s'effondre. Rappelons que c'est à la source qu'est produite l'essentielle de la plus-value ou pour être plus précis, que c'est l'exploitation de la main d'oeuvre travaillant à l'extraction des matières premières qui fournit le plus haut taux de rentabilité ou de profit. Or, cette activité est en chute libre depuis des décennies dans ces pays ou continents. Au passage, en plus de leurs besoins croissants en matières premières pour assurer le développement futur ces Etats, cela explique la guerre que se livrent les différents impérialistes en Afrique et au Maghreb pour se les approprier (Irak, Libye, Syrie, Mali, demain Liban, Iran), à un moindre coût, tandis que les populations de ces régions ou continent demeurent pauvres ou leurs pays (infrastructures, services publics) sous-développés, ceci étant la condition de cela.

Comme je l'ai écrit il y a déjà 8 ans, il arrivera un jour où pour les capitalistes, il ne sera plus rentable de produire quoi que ce soit aux Etats-Unis ou dans l'Union européenne car les taux de profit y sont trop bas d'une part, et parce qu'ils peuvent produire les mêmes marchandises à un moindre coût dans d'autres pays ou régions du monde et engrangé d'énormes profits. D'autres facteurs ou critères liés aux lois de fonctionnement du capitalisme favorisent ou confortent cette tendance.

Pour qu'elle s'inverse, il faudrait que les conditions de travail aux Etats-Unis et dans l'UE ainsi que niveau d'exploitation des travailleurs soient similaires ou se rapprochent de ce qui existe dans les pays ou continents où la législation du travail est particulièrement favorable au patronat et le coût de la main d'oeuvre bon marché, bref, où les masses sont surexploitées ou livrées à une forme d'esclavage impitoyable. Ou alors, il faudrait que les conditions d'exploitation (durée du travail) et le coût du travail en Europe centrale, en Asie, en Amérique latine et en Afrique, le niveau de vie des travailleurs se situe à un niveau équivalent à ce qui existe aux Etats-Unis ou dans l'UE. Or il en est très très éloigné, car au-delà du salaire il faut prendre en compte tous les facteurs concomitants sur les plan social et économique, les droits sociaux, la protection sociale, etc. mais aussi la fiscalité qui s'applique aux entreprises, impôt sur les bénéfices et taxes diverses ou les subventions ou les aides (exonérations diverses) que peuvent leur accorder les Etats.

Quand on prend en compte tous les facteurs, la différence n'est pas de 1 à 10 par exemple, mais plutôt de 1 à 20 ou davantage. Il ne faut pas oublier non plus que les entreprises en France bénéficient d'exonérations de cotisation sociale à hauteur de quelque 20 milliards d'euros par an, si on retire cette aide ou ce cadeau de l'Etat la différence entre le coût du travail en France et un pays comme la Chine augmenterait considérablement, donc ils ne sont pas près de se rejoindre. Cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs en France vivraient mieux qu'en Chine. Certes les salaires sont beaucoup plus élevés en France, mais comme le coût de la vie ou les prix le sont également, les travailleurs chinois n'ont pas à les envier. On pourrait nuancer ce qui a été dit dans l'avant-dernière phrase, quand on observe des réductions de salaire de 25% ou plus en Grèce et que certains salaires se rapprochent de 500 euros par mois, alors qu'en Chine comme en Inde dans certaines entreprises les salaires ont augmenté pour atteindre 200 à 300 euros. L'inflation alimente la lutte des classes et se traduit régulièrement par des hausses de salaire.

Leur situation est pire encore dans des pays comme l'Inde ou l'Afrique du Sud. D'ailleurs c'est bien simple, en Inde l'immense majorité d'entre eux ne reçoivent pas de bulletins de paie, donc ne déclarent pas leurs salaires et ne paient pas d'impôt, ils sont trop pauvres pour que l'Etat puisse leur en imposer.

En conclusion, pour que la situation économique s'améliore dans le sens où l'entendent les capitalistes et leurs représentants dont fait partie Michel Rocard, il faudrait que la classe ouvrière dans l'UE subissent défaite après défaite et voient leur niveau de vie baisser drastiquement, que traduirait la baisse du coût du travail et l'aggravation de leurs conditions d'exploitation, autrement dit travailler plus et plus longtemps pour "*gagner*" moins et surtout moins longtemps, parce que les travailleurs ne profiteraient pas de leur retraite après avoir cotisé toute leur vie et crèveraient peu de temps après avoir cessé de travailler. Vivre pour travailler au lieu de travailler pour vivre, tandis que les rentiers baigneraient dans le luxe et auraient une vie de seigneurs, comme sous l'Ancien régime.

- "*Il faut travailler plus, tous collectivement, pour gagner plus collectivement*", affirme Michel Rocard dans un entretien dans le JDD. L'ancien Premier ministre socialiste pour un "*ralentissement*" dans la réduction des déficits, une réduction du temps de travail et un départ à la retraite à 65 ans. "*Il y a le feu*". "*Regardez où en sont les moteurs de la croissance. La consommation est en panne à cause du chômage, l'investissement aussi puisque les perspectives sont nulles, les exportations sont en berne car l'Europe est en récession et la dépense publique est contrainte par l'objectif de réduire les déficits.*"

Pour Michel Sapin, "*aucune sirène ne doit nous détourner de notre objectif de réduire nos déficits*".

Pour l'ancien chef du gouvernement (1988-1991), âgé de 82 ans, "*aussi longtemps que nous n'aurons pas fait accepter à nos partenaires européens un ralentissement dans la réduction de la*

dette, nous serons sous contrainte". "La première des urgences, c'est de faire baisser le chômage. Comme nous n'avons pas de croissance économique, la seule façon d'y parvenir est de réduire le temps de travail", assure-t-il. Reconnaissant que "ce sujet est un tabou", il souhaite "que la réflexion s'ouvre à nouveau".

"En France, les salariés travaillent en moyenne 36,5 heures par semaine, contre moins de 33 heures en Allemagne et moins de 31 aux Etats-Unis. Il faut y parvenir par la négociation, en réduisant les cotisations sociales des entreprises", propose-t-il. "Je dis qu'il faut travailler plus, tous collectivement, pour gagner plus collectivement. Ce qui permettra de réduire un peu la durée de chacun. Si les partenaires sociaux s'en saisissent, Hollande n'ira pas contre", assure Michel Rocard.

Il considère en outre *"dangereux et mauvais"* de s'engager dans le gel des retraites complémentaires. *"L'amputation du pouvoir d'achat est imbécile, alors que le pays a besoin de davantage de consommation".*

Il estime que *"la seule solution est d'allonger la durée de cotisation, d'aller peut-être jusqu'à 43 annuités"*. Il relève que la France est *"le seul pays développé qui a fixé un âge de droit de départ à la retraite"*. *"La réforme Sarkozy, poursuit-il, a fait passer au forcing les 62 ans ... C'est décoratif, cet âge n'est pas une limite physique, ni intellectuelle"*.

"Il faut dire la vérité aux Français, le vrai calcul se fonde sur la durée de cotisations, pas sur un droit lié à un âge borné et inutile", dit encore Michel Rocard pour qui *"en conséquence on peut aller jusqu'à 65 ans"*, prenant ainsi le contre-pied du gouvernement. Lexpress.fr et AFP 27.01

Rocard n'a rien à dire de plus que les économistes qui s'époumonent à vouloir sauver les apparences, à savoir que le capitalisme appartient désormais au passé, qu'il est condamné par l'histoire ou son propre développement qui conduit infailliblement : soit au chaos et à la barbarie, soit au socialisme si on y met un terme.

Réduire le temps de travail en réduisant les cotisations sociales des entreprises, revient à baisser les salaires (tous revenus confondus) ou augmenter le taux d'exploitation et de profit, car ces cotisations sociales font partie de la plus-value produite par les travailleurs. Cela revient à laisser une plus grande part de cette plus-value aux capitalistes, pendant que la dette de l'Etat augmenterait puisque l'Etat verserait la différence à la Sécurité sociale, donc les intérêts que l'Etat verse aux marchés, aux banquiers, augmenteraient, intérêts qui comprennent des impôts et des taxes que les travailleurs versent à l'Etat, qui sont soustraits de leur salaire.

Si vous prenez l'équation : salaire + cotisations sociales (part salariale et mal nommée patronale), l'ensemble représente le coût de la force de travail qui est déduite de la plus-value produite et qui va au travailleur, le reste va au capitaliste. Si vous diminuez le salaire ou les cotisations sociales qui vont dans les caisses des organismes sociaux, vous diminuez du même coup le coût du travail, donc le niveau de vie des travailleurs. Souvenez-vous de ce qu'on a dit plus haut en comparant celui existant en France et en Chine (par exemple), on voit bien ici que cette mesure s'inscrit dans cette perspective ou qu'elle a été inspirée par la situation que j'ai décrite rapidement.

Quant à l'allongement de la durée de cotisation, on a dit plus haut de quelle manière cette mesure infâme se traduirait et l'objectif recherché, faire en sorte que les travailleurs crèvent littéralement au boulot ou peu de temps avoir pris leur retraite, ce qui apparemment n'est pas le cas du rentier Rocard, hélas !

Lui aussi autrefois il nous avait été présenté comme représentant la gauche du PS, sans rire, une véritable escroquerie politique, puisque en réalité il appartenait à l'un des courants les plus réactionnaires de ce parti, qu'il estime qu'il faudrait tout simplement bannir toute date de départ à la retraite, autrement dit que l'on devrait travailler jusqu'à notre dernier souffle ne fait que le confirmer, on ne se refait pas.